



HRK Hochschulrektorenkonferenz
Die Stimme der Hochschulen



Déclaration commune à la CPU, la HRK et la KRASP

« Investir dans l'enseignement supérieur et la recherche, c'est investir dans la capacité d'innovation de l'Europe »

Depuis la déclaration de Lisbonne en 2000, qui a instauré le triangle de la connaissance, entre recherche, formation et innovation, comme fondement de la croissance et du développement d'une société et d'une économie de la connaissance, ces objectifs ont été sans cesse réaffirmés par les gouvernements successifs des Etats européens, de même que par la Commission européenne.

Des pays émergents de taille se sont résolument engagés dans cette voie, investissant considérablement et sans relâche pendant plusieurs années dans leurs établissements d'enseignement supérieur et de recherche. Ces efforts ont déjà produit des résultats tangibles en termes de production de la recherche, d'élévation du niveau de qualification de la population, et de dynamisation des économies. Ces éléments démontrent la manière dont les investissements actuels dans l'enseignement supérieur et la recherche sont au cœur du développement sociétal et de la prospérité économique.

Les récentes restrictions budgétaires, indifférenciées et répétées, comme réponse à la crise économique dans de nombreux pays, ont pour conséquences un déclin en termes de production de la recherche, de capacités d'innovation et de possibilités d'emplois, et sont inévitablement suivies de tensions sociales, en particulier auprès de la jeune génération dont l'avenir paraît bien sombre.

Alors que les budgets nationaux sont en discussion et que le budget de l'Union européenne doit être adopté pour la période 2014-2020, les trois conférences de recteurs demandent solennellement à leurs gouvernements nationaux et à l'Union européenne d'investir en priorité dans la modernisation et le développement de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation. Les dépenses consacrées à ces objectifs, dont dépend l'avenir de l'Europe, doivent être à la hauteur des défis auxquels sont confrontées les sociétés et les économies européennes. Le programme « Horizon 2020 » doit dépasser le seuil des 71 milliards d'euros, actuellement en question. Par ailleurs, les budgets nationaux ne doivent pas intégrer dans le calcul de la limite du déficit à 3 pour cent du PIB les investissements dans la modernisation et le développement de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Pr Jean-Loup SALZMANN, Président de la CPU

Pr Horst HIPPLER, Président de la HRK

Pr Wieslaw BANYS, Président de la KRASP